

on ne pourrait pas décider, avec l'assentiment général, de limiter le débat à l'étape de la 2^e lecture du bill C-197 à 2 autres heures, après quoi on s'occupera de toutes les questions qui s'imposent.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, les déclarations du ministre continuent à traduire l'esprit de souplesse qui a caractérisé hier son intervention à la Chambre. Nous en sommes ravis. Nous sommes prêts à accepter un ordre de la Chambre limitant le débat à 2 heures dans les conditions mentionnées pourvu que le ministre prenne un engagement dans le sens dont j'ai parlé à la Chambre il y a quelque temps. J'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Olson), tant en public qu'en privé, que le gouvernement ne mette pas opposition aux mentions préparées en comité et qu'il permette aux groupes ou aux associations de présenter leurs revendications en personne ou à l'aide de mémoires avec des suggestions sur d'éventuels changements. J'ai demandé au gouvernement de ne pas soulever d'objections techniques à propos des amendements traitant des questions de fond qui pourraient être proposés à la suite de ces revendications. Je déclare en toute bienveillance que, par le passé, on nous a embobinés et attirés dans les comités...

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: ...où nous avons vu que le gouvernement voulait donner au Règlement une interprétation extrêmement étroite et rigide. Il s'opposait à la comparution de témoins pouvant exprimer leur point de vue. Je songe à des témoins et à des organisations que la question à l'étude au comité intéressait vivement. En outre, on a repoussé des amendements valables proposés par notre parti sous prétexte qu'ils étaient contraires aux principes du bill adopté en seconde lecture.

J'espère que le gouvernement a modifié sa position. Dans ce cas, je l'en félicite. Je reconnais que le gouvernement ne peut s'engager, ni lier des tiers, sur des questions impliquant des changements d'ordre financier. Cependant j'espère qu'au sein du comité, des groupements ou des parties d'opposition proposeront des variantes aux instances financières. J'espère que le ministre de l'Agriculture, fidèle à sa souplesse d'il y a quelques années, de ce côté-ci de la Chambre, tentera d'obtenir l'accord de ses collègues. J'ai l'espoir que tous les groupements directement touchés pourront

être entendus et que le bill, remanié, s'alignera mieux sur les vues des Canadiens.

M. A. P. Gleave (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, nous sommes certainement tout prêts à consentir à un débat de 2 heures à la Chambre afin que le bill C-197 puisse se rendre au comité. Nous avons reçu des représentations de la part d'organisations qui voudraient comparaître lorsque le bill sera au comité, et nous sommes heureux de l'attitude du gouvernement à cet égard. Nous sommes heureux de savoir que tous ceux qui souhaitent comparaître à titre de représentants d'organisations agricoles et de l'industrie agricole en général pourront se présenter et donner leur avis. Ce sera l'occasion de débats fructueux au comité et nous pourrions avancer quelques-unes des propositions faites à la Chambre.

• (2.20 p.m.)

Notre attitude est sans ambiguïté. Nous pensons que ce bill est important; il est d'une importance primordiale pour la prospérité de nombreux fermiers, et c'est pour cela que le gouvernement peut compter sur notre entière coopération pour hâter ce projet de commercialisation.

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, nous sommes entièrement d'accord avec l'honorable président du Conseil privé (M. Macdonald), qui voudrait qu'on étudie le bill C-197 le plus tôt possible, et nous sommes disposés à lui accorder toute notre collaboration.

Monsieur l'Orateur, nous n'entendons pas pour autant approuver le principe de ce bill, qui vise ni plus ni moins à socialiser l'agriculture. Nous l'avons d'ailleurs rappelé à la Chambre à maintes reprises.

Nous voulons cependant donner aux membres du comité l'occasion d'entendre les représentants des différentes associations agricoles du Canada et de les interroger. Nous sommes d'avis que cette façon de procéder nous permettrait de modifier le principe de ce bill, car le Ralliement créditiste n'est pas d'accord avec la politique du gouvernement visant à l'établissement du Conseil national de commercialisation des produits de ferme.

[Traduction]

M. Nielsen: Il y a un moment, monsieur l'Orateur, j'ai envoyé une note au leader du gouvernement à la Chambre pour lui demander si le gouvernement a l'intention de propo-